

# LA FIN DE LA CROISSANCE : CHANGER LES MOTEURS DE DEVELOPPEMENT

---

→AURÉLIE MARÉCHAL

Chercheuse associée d'Etopia.

mail

## Introduction <sup>1</sup>

Croissance ou décroissance? Le débat, apparu il y a une dizaine d'années sous ce label, peut paraître de prime abord stérile. Si les décroissants (ou objecteurs de croissance comme ils préfèrent se définir) ont le mérite d'avoir remis au goût du jour les enjeux fondamentaux du combat écologiste, leur posture, dérivant parfois vers le dogmatisme et le moralisme, a comme effet d'effrayer la plupart des écologistes, qui préfèrent alors se réfugier dans les termes plus confortables de développement durable ou de croissance verte. Si on peut légitimement questionner l'opportunité politique de construire un discours autour du concept de décroissance, il n'empêche que la question de la croissance ne peut être ignorée. Qu'on le veuille ou non, qu'on la considère comme désirable ou non, la croissance économique n'est plus au rendez-vous et ne risque pas de revenir de si tôt. Il est essentiel de reconnaître cette évidence et d'en faire le point de départ de la construction d'un nouveau modèle. Au-delà de tout fétichisme, les nouveaux moteurs du développement de nos sociétés devront nécessairement se trouver au-delà de la croissance.

---

<sup>1</sup> Cet article est également paru, sous une forme moins développée, sous le titre « No growth? In search of another path for Europe », dans le Green European Journal, Beyond Growth/Degrowth, Volume 3, 28 septembre 2012. Disponible en ligne: [www.greeneuropeanjournal.eu/category/volume-3/](http://www.greeneuropeanjournal.eu/category/volume-3/)

## Entre austérité et croissance verte

Depuis quelques années, l'Union européenne (UE) fait l'expérience de taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) très bas, voir même négatifs. De 0,3% en 2008, la croissance du PIB des 27 Etats membres de l'UE était tombée en 2009 à - 4,3%. Les années 2010 et 2011 ont vu des taux de respectivement 2% et 1,5% être rétablis mais une croissance nulle ou quasi est à nouveau prévue pour 2012 et 2013. Avec des taux de chômage élevés (de 7% en 2008 à 10% en 2012 pour l'UE-27) et une pauvreté croissante (en 2010, le taux de « risque de pauvreté » en Europe s'élevait à 23% de la population)<sup>2</sup>, il est évident que les conséquences sociales de la récession sont là. Jusqu'à présent pourtant, la solution avancée par la majorité des dirigeants européens pour contrer la crise, au niveau européen comme au niveau national, a été l'austérité. L'austérité, parce que nous n'avons pas le choix, parce que nous avons trop dépensé. L'austérité, parce qu'il n'y a plus de croissance pour financer les dépenses. Même dans les pays, comme en Belgique, en France ou en Espagne où les sociaux-démocrates sont, au moins en partie, au pouvoir, l'austérité est présentée comme l'unique voie de sortie de crise à court-terme.

A moyen et long terme, le discours dominant s'exprime également d'une seule voix, celle du nécessaire retour à la croissance pour créer de la richesse et des emplois. Admettant néanmoins que la croissance économique du PIB peut parfois être en conflit avec les objectifs de justice sociale et de développement durable, le consensus progressiste *mainstream* entend aujourd'hui « s'attaquer aux défauts de notre modèle de croissance en créant les conditions d'un autre type de croissance, qui soit plus *intelligente*, plus *durable* et plus *inclusive* »<sup>3</sup>. Ce *motto*, cette devise, tirée des objectifs de la Stratégie européenne 2020 (EU2020) est bien représentative des orientations

2 A moins qu'une autre source soit indiquée, tous les chiffres de cet article sont issus de la base de données d'Eurostat disponible en ligne ([www.ec.europa.eu/eurostat](http://www.ec.europa.eu/eurostat)).

3 Voir le site web officiel de la Stratégie Europe 2020: <http://ec.europa.eu/europe2020/>

politiques admises par la majorité des acteurs politiques en Europe aujourd'hui, y compris parmi les écologistes. Dans EU2020, c'est donc la croissance économique qui est censée nous aider à réaliser 5 objectifs clés (*targets*) en termes d'emploi, d'innovation, d'éducation, de réduction de la pauvreté et d'énergie/climat. La mise en œuvre de cette stratégie passe par diverses initiatives (*flagships*) : politique de recherche et d'innovation, compétitivité, développement d'un agenda numérique, programmes de formation et d'éducation, etc. Bref, une série de mesures assez classiques, légèrement peintes en vert, et emblématiques de nombreux programmes proposés par nos gouvernements nationaux et régionaux.

On peut pourtant douter de l'efficacité de cette stratégie – et *a fortiori* de toute stratégie de croissance. Bien que la stratégie EU2020 se distingue à quelques égards notables (par exemple par la reconnaissance de l'importance de l'efficacité des ressources), l'esprit général qui la guide ressemble à s'y méprendre à celui de son prédécesseur: la stratégie de Lisbonne. Lancée en 2000 par le Conseil Européen, la stratégie de Lisbonne visait à faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et dynamique du monde capable de créer de la croissance *durable*, de plus d'emplois de qualité et d'une plus grande *cohésion sociale* ». En d'autres mots, une croissance intelligente, durable et inclusive. Les paroles ont un peu changé, mais la musique reste la même. En 2010, l'objectif principal de Lisbonne, 70% de taux d'emploi en Europe, n'était pas atteint (il avait progressé à 66% en 2008 contre 62% en 2000); ni celui de consacrer 3% du PIB à la recherche et au développement en Europe (ce taux n'est passé que de 1,8% en 2000 à 1,9% en 2010).<sup>4</sup>

Au delà de ce constat d'échec (reconnu par les dirigeants européens eux-même, bien qu'ils se soient empressés de garder le même cap par la suite), on peut identifier d'autres raisons de douter de l'efficacité de toute stratégie de croissance. Si on regarde par exemple l'évolution

4 European Commission, Lisbon Strategy evaluation document, SEC(2010) 114 final, Brussels, 2.2.2010 disponible sur [http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon\\_strategy\\_evaluation\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/europe2020/pdf/lisbon_strategy_evaluation_en.pdf)

du chômage dans l'UE, il est intéressant de noter que le taux actuel de 10%, apparemment élevé, n'est en réalité pas une caractéristique propre à la crise. En moyenne, le taux de chômage en Europe était de 8% dans les années 80, 9,4% dans les années 90 et 8,6% dans les années 2000, excédant les 10% plusieurs années en suivant.<sup>5</sup> Crise ou pas, stratégie de croissance ou pas, le chômage est un problème structurel de l'UE depuis longtemps déjà.

Autre illustration: la question environnementale. Bien que les interactions soient complexes, il est clair que la croissance économique et les phénomènes qui lui sont associés (changement des modes et habitudes de consommation, évolution de la technologie, augmentation des échanges commerciaux, etc.) sont un moteur important de la dégradation environnementale à l'échelle globale.<sup>6</sup> La manifestation la plus connue de ce phénomène est la forte corrélation entre la croissance économique et les émissions de gaz à effet de serre. Comme le souligne le GIEC, la principale cause du changement climatique est l'activité humaine, en particulier via l'utilisation des énergies fossiles<sup>7</sup>, ingrédient central de la croissance du PIB depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. On ne peut manquer de remarquer que cette corrélation est valable aussi bien pendant les périodes d'expansion – où des taux élevés de croissance vont de pair avec des émissions plus élevées – comme en temps de crise – les émissions globales ont diminué uniquement après les grandes crises économiques (grande dépression de 1929, chocs pétroliers de 1974 et 1979 et crise financière de 2008-2009)<sup>8</sup>.

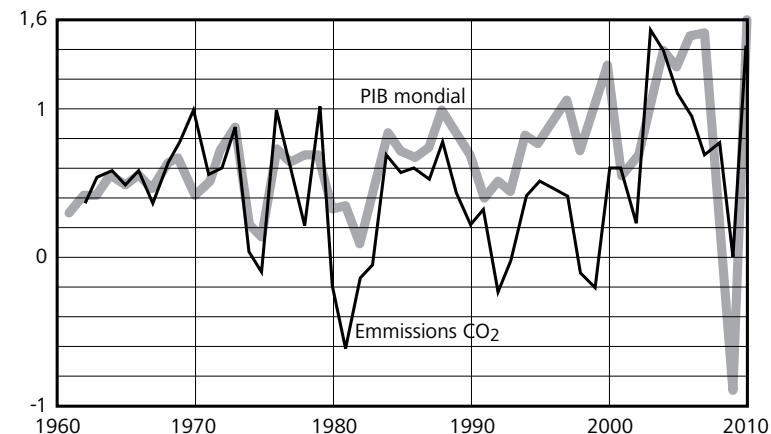


Figure 1. Corrélation entre le PIB mondial et les émissions de CO2 (1960-2010). Croissance annuelle du PIB mondial (ligne grise, en trillions de dollars US de 2000), et changement annuel des émissions de CO2 estimées (ligne noire, en millions de Kt)<sup>9</sup>

## Il n'y aura plus de croissance

Les indicateurs de chômage, de pauvreté, de dégradation environnementale, auxquels on pourrait rajouter l'augmentation des inégalités ou encore la stagnation du bien-être sont autant de signes que la croissance ne produit pas toujours aussi bien qu'on le prétend les objectifs qu'on lui assigne. Plus fondamentalement, si compter sur la croissance pour résoudre nos problèmes est irréaliste, c'est que la croissance n'est plus possible. Il existe différentes façons d'expliquer ce qui cause et maintient la croissance économique sur le long terme.<sup>10</sup> Mais il suffit de regarder quelques faits et chiffres clés pour se rendre

<sup>5</sup> Le taux de chômage en Europe était en moyenne entre 10 et 10,5% de 1993 à 1998.

<sup>6</sup> Voir par exemple UNEP (2012) Global Environmental Outlook 5 sur <http://www.unep.org/geo/geo5.asp>

<sup>7</sup> Voir par exemple Intergovernmental Panel on Climate Change, Climate Change 2007: Synthesis Report, available at [http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4\\_syr.pdf](http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr.pdf)

<sup>8</sup> Jancovici J.-M. (2006) La croissance économique «fait-elle de l'effet de serre»? <http://www.manicore.com/documentation/serre/croissance.html>

<sup>9</sup> Source: Tapia Granados J. et al. «Climate change and the world economy: short-run determinants of atmospheric CO2» in Environmental Science & Policy, Volume 21, August 2012, pp. 50–62.

<sup>10</sup> Une synthèse très intéressante du débat croissance/décroissance, identifiant les moteurs principaux de la croissance, les limites et bénéfices de celle-ci, et exposant les arguments pour et contre d'une manière équilibrée peut être consultée dans Hinterberger F. and Pirgmaier E. «What kind of growth is sustainable? A presentation of arguments» in Hinterberger F. et al. eds. (2012) Growth in transition, London, Earthscan, pp. 13-53. Les paragraphes qui suivent ne donnent qu'un aperçu de quelques variables centrales de la question complexe de l'évolution de la croissance économique.

compte que, en Europe en tout cas, les déterminants principaux de la croissance économique (travail, capital et nature) sont aujourd'hui dysfonctionnels, si pas complètement brisés. Les moteurs de la croissance sont cassés et ce n'est pas tant une conséquence temporaire de la crise que l'expression de changements structurels plus profonds.

En gros, la croissance est supposée fonctionner comme suit: les gains de productivité, c'est-à-dire la capacité de produire plus avec moins de capital et de travail (principalement grâce aux innovations technologiques et sociales), permet de faire augmenter la production tout en faisant diminuer les coûts. D'une part, cela génère des profits qui sont (en partie) réinvestis, augmentant à leur tour la capacité productive totale de l'économie. D'autre part, ces gains peuvent faire diminuer les prix des biens et services et/ou engendrer une augmentation des salaires, ce qui permet à tous de consommer plus et de « stimuler » l'économie, c'est-à-dire la croissance. Ces rouages apparemment biens huilés, supposés engranger mécaniquement l'augmentation du bien-être général, se sont pourtant enrayés au cours des dernières décennies.

Du côté du travail, bien que la productivité ait augmenté de manière constante en Europe depuis l'après-guerre, ces gains d'efficacité n'ont pas été compensés par une augmentation proportionnelle des salaires, réduisant dès lors le pouvoir d'achat des individus. De l'autre côté, l'augmentation de la part du capital par rapport aux salaires dans la valeur ajoutée a été couplée à une captation des profits par le capital financier (notamment à travers la montée en puissance du principe de création de valeur pour l'actionnaire), sans être réinvesti dans l'économie réelle (c'est ce qu'on appelle la « financiarisation » de l'économie). Combinés à des politiques fiscales régressives, ces grandes tendances ont contribué à créer du chômage structurel et à augmenter les inégalités. Le vieillissement de la population a également affaibli le marché du travail, mettant la pression sur le financement des pensions. Alors que le pourcentage de la population en âge de

travailler est resté stable entre 1960 et 1980, il a décliné depuis un niveau de 55-57% de la population totale, à 48% aujourd'hui.

Ce panorama rapide de l'évolution de notre système économique et de ses failles pourrait laisser penser qu'il serait suffisant de mieux partager les richesses, de réinvestir dans l'économie réelle et de stimuler la consommation pour réparer les moteurs cassés de la croissance. Si la redistribution des richesses, la diminution du pouvoir de la finance et la réorientation des investissements vers l'économie réelle font très certainement partie de la solution, ils ne sont pas suffisants. Notre système économique capitaliste n'a en effet pas évolué comme Keynes lui-même le prédisait en 1930: ce dernier pensait que la conséquence logique de l'augmentation de la productivité serait la réduction du temps de travail. Or, plutôt que de réduire le temps de travail (et d'augmenter les salaires) proportionnellement, nous avons utilisé les gains de productivité pour produire toujours plus (et en enrichir seulement quelques uns), poursuivant l'idée que « plus » serait toujours « mieux ».

Le développement d'une culture consumériste a permis au système économique d'entretenir et d'alimenter cette logique productiviste. Les fondements de notre système monétaire et financier, et en particulier l'importance du mécanisme de la dette dans ceux-ci, jouent également un rôle central dans la machine de la croissance<sup>11</sup>. Par conséquent, même si nous tentons de faire « plus vert » ou « plus juste », baser tout notre système sur une croissance économique infinie signifie en réalité compter sur une augmentation infinie de la production et de la consommation totale de biens et services économiques. Ceci n'est pas seulement discutable comme objectif général de la société (argument qui a été développé par de nombreux auteurs depuis l'apparition du productivisme et du consumérisme),

<sup>11</sup> Pour approfondir ces éléments, on consultera le dernier livre de Richard Heinberg (2011) *The End of Growth. Adapting to Our New Economic Reality*, New Society Publishers. Spécialiste par ailleurs du pic pétrolier, Richard Heinberg fournit dans cet ouvrage une quantité impressionnante de données sur l'état d'épuisement de l'environnement et des ressources.

mais c'est problématique car le productivisme érode un autre facteur fondamental de la croissance: les ressources naturelles.

Bien qu'il soit beaucoup question de « dématérialisation » de l'économie « de la connaissance », la croissance économique actuelle dépend plus que jamais sur les ressources naturelles. Globalement, l'extraction et l'utilisation de ressources est 8 fois plus élevée aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1900 – cette augmentation s'étant accélérée à partir de l'après-guerre.<sup>12</sup> En d'autres termes, nos réserves de ressources et d'énergie se vident à un rythme élevé et de manière inexorable. Il est vrai qu'en même temps, nous sommes devenus beaucoup plus efficaces dans la manière dont nous utilisons les ressources et l'énergie pour la production économique: en Europe, nous avons besoin maintenant de 30% de moins de matière première et d'énergie qu'en 1990 pour produire une unité de valeur ajoutée économique.<sup>13</sup> Cependant, l'augmentation généralisée des biens et services que nous produisons et consommons – la taille globale (scale) de notre activité économique – a largement dépassé ces gains d'efficacité. En d'autres mots, nous avons été capable de découpler l'activité économique de l'utilisation d'énergie et de ressources naturelles en termes relatifs mais pas de manière absolue, et nous ne sommes pas prêts de renverser cette tendance. Une récente étude de PricewaterhouseCoopers (PwC)<sup>14</sup> – qui n'est pas en général rangée dans le camp des fondamentalistes verts, vient corroborer cette observation déjà mise en lumière par d'autres auparavant.<sup>15</sup>

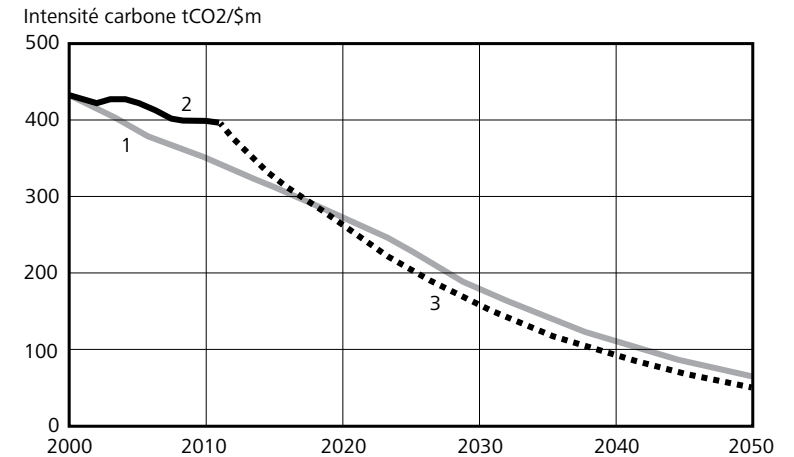


Figure 2. Effort nécessaire en intensité du carbone<sup>16</sup> d'ici 2050 [scénario de PwC].

1. Trajectoire sobre en carbone pour le 21e siècle de PwC: le monde devait « décarboniser » à un taux moyen de 3,7% par an chaque année jusqu'en 2050.
2. Progrès de 2000 à 2011: le taux global moyen de « décarbonisation » a été de 0,8%.
3. Défi pour 2050: l'intensité globale du carbone doit maintenant diminuer de 5,1% en moyenne par an jusqu'en 2050

Tous ces facteurs contribuant à la fin de la croissance mériteraient évidemment chacun d'être approfondis et détaillés. Cependant, au delà de l'analyse des moteurs défunts de la croissance, il reste un élément simple mais néanmoins essentiel à ajouter à cette démonstration. Le fait que la plupart des moteurs de la croissance du PIB ne fonctionnent plus se manifeste dans l'évolution de la croissance elle-même. Dans les années 60, la croissance économique européenne moyenne était de 4,2%. Ensuite, on a pu observer un déclin constant: 3,4% dans les années 70, 2,3% dans les années 80, 2% dans les années 90 et 1,5% dans les années 2000.<sup>17</sup>

12 UNEP (2011) Decoupling natural resource use and environmental impacts from economic growth, available online: [http://www.unep.org/resourcepanel/decoupling/files/pdf/Decoupling\\_Report\\_English.pdf](http://www.unep.org/resourcepanel/decoupling/files/pdf/Decoupling_Report_English.pdf). Il s'agit d'une moyenne. Par exemple, l'extraction de minerais de construction a augmenté d'un facteur 34 tandis que celle d'or et de minerais industriels a augmenté d'un facteur 27.

13 SERI and Friends of the Earth Europe (2009) Overconsumption? Our use of the world's natural resources, p.23. disponible à: <http://old.seri.at/documentupload/SERI%20PR/overconsumption--2009.pdf>

14 PwC (November 2012) Two late for two degrees? Low Carbon Economy Index 2012. Disponible en ligne sur [http://www.pwc.com/en\\_GX/gx/low-carbon-economy-index/assets/pwc-low-carbon-economy-index-2012.pdf](http://www.pwc.com/en_GX/gx/low-carbon-economy-index/assets/pwc-low-carbon-economy-index-2012.pdf)

15 Tim Jackson a également brillamment démontré cela. Voir Tim Jackson (2009) Prosperity without growth. Economics for a finite planet, London, Earthscan, en particulier le chapitre 5 "le mythe du découplage"

16 Nous utilisons l'intensité en carbone pour les pays comme mesure de progrès vers une économie sobre en carbone. L'intensité du carbone d'une économie représente les émissions par unité de PIB et est affecté par le mix énergétique de chaque pays, l'efficacité énergétique et la composition de l'économie (par exemple l'étendue des activités dans les secteurs utilisant beaucoup de carbone)

17 World Bank database. L'OCDE fournit des chiffres légèrement différents mais une tendance générale très sim-

## Vers un autre modèle de développement

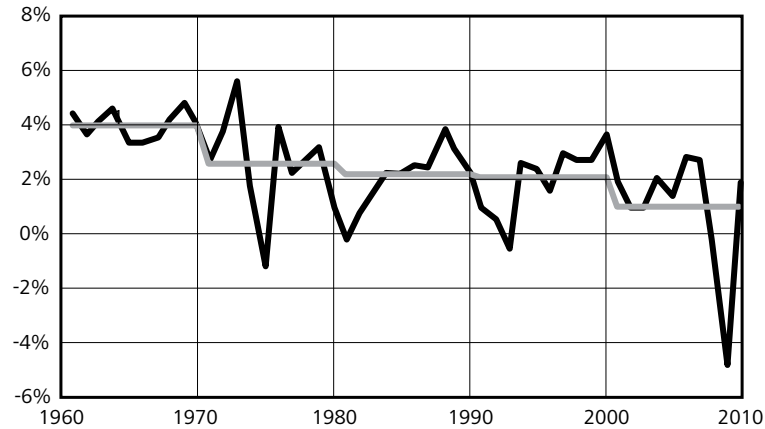


Figure 3. Évolution de la croissance dans l'Union Européenne (1960-2010)

Cette tendance à la baisse sur le long terme est confirmée par la plupart des projections, y compris celles de la Commission Européenne, qui prévoit des taux de croissance entre 1 et 1,5% pour les pays européens dans les décennies à venir.<sup>18</sup> Alors pourquoi, si ce taux très faible voir nul de croissance est reconnu, continue-t-on à parier pour notre futur sur des scénarios basés sur des taux de croissance qui n'existent plus depuis des décennies? Pourquoi s'entêter à vouloir relancer la machine de la croissance? Les trente glorieuses sont finies depuis longtemps et ne sont pas prêtes de revenir!

Alors quoi? Si la croissance n'est plus possible, pas même une croissance qui soit durable, inclusive ou intelligente, que faire? Est-ce que les écologistes devraient être en faveur de l'austérité? Certainement pas. Parce que l'austérité utilise le prétexte de ressources rares (uniquement monétaires) pour imposer des politiques qui augmentent les inégalités et la pauvreté tout en échouant à résoudre les problèmes environnementaux. Par ailleurs imposer une « décroissance » économique radicale et soudaine serait intenable dans une société comme la nôtre fondée sur la logique de la croissance. Mais tant que nous continuerons de poursuivre un objectif aveugle de croissance sans reconnaître que ses moteurs ne fonctionnent plus et qu'elle nous mène droit dans le mur, nous sommes voués à l'échec. Nous devons donc être créatifs et recycler ces moteurs cassés de la croissance en nouveaux moteurs fonctionnels de quelque chose d'autre. Pour que ce « quelque chose d'autre » soit réellement soutenable, il devra sérieusement faire la synthèse entre la prise en compte des limites physiques de notre planète et la nécessité d'une société plus égalitaire.

Sans pouvoir rentrer ici dans les détails, j'esquisserai donc pour terminer les contours de cinq grands axes qui sont autant de pistes à approfondir de manière articulée pour construire une société durable et juste qui ne s'appuie pas sur la croissance:

### *Partager les richesses.*

Si le gâteau ne peut plus grandir, il faut le partager. Cela signifie qu'il faut mettre en place des politiques fiscales beaucoup plus progressives, en brisant notamment le tabou du revenu maximum et en transférant le poids de la taxation du travail vers celle du capital et des externalités environnementales. Au niveau européen, l'abandon de la règle de l'unanimité en matière fiscale serait une condition préalable nécessaire à l'harmonisation et à la fin de la concurrence

ilaire.

<sup>18</sup> European Commission, Directorate-General for Economic and Financial Affairs (2011) The 2012 Ageing Report. Underlying assumptions and projections methodologies. Il est intéressant de noter que ces chiffres pourraient même être sur-estimés en raison des projections élevées (et assez irréalistes à ce jour) faites en terme d'évolution des taux de chômage et des changements technologiques.

fiscale entre les États membres. Des mesures fiscales progressives sont aussi un moyen évident de générer des revenus pour l'Etat, une alternative plus juste à l'austérité, mais trop souvent délaissée, pour assurer l'équilibre des finances publiques.

### *Partager le travail.*

Comme le productivisme et le consumérisme ne sont pas des options viables, nous devons utiliser les gains de productivité pour réduire et partager le travail, libérant plus de temps libre pour tous, mais aussi résolvant en partie la question du chômage<sup>19</sup>. Il est important que cela soit combiné avec une meilleure distribution de la richesse et du pouvoir entre le travail et le capital, sous peine de créer des effets négatifs pour les plus vulnérables. De plus, dans certains secteurs, nous pourrions vouloir une productivité du travail qui diminue, en particulier dans les secteurs de l'éducation et des soins, où plus de travail humain est nécessaire pour assurer la qualité de ces services. En outre, le principe d'une allocation universelle est une option sérieuse à prendre en compte pour la réalisation conjointe de ces deux premiers axes.

### *Réorienter tous les profits financiers vers des investissements dans l'économie réelle pour la transition écologique.*

Afin de s'assurer qu'une meilleure redistribution de la richesse et du travail serve à construire une société durable, le pouvoir et l'importance du secteur financier doivent être massivement réduits, que ce soit par une taxe sur les transactions financières, la séparation des métiers bancaires, l'interdiction de tous les produits financiers jugés inutiles pour l'économie réelle, la fin de la culture des bonus, etc. Tout l'argent doit être canalisé dans des investissements pour la

.....  
<sup>19</sup> Pour creuser cette question voir par exemple: New Economics Foundation (2010) 21 hours, report available at [www.neweconomics.org/publications/21-hours](http://www.neweconomics.org/publications/21-hours) et Perbost J.-M. (2011) Work More? Work Less? What should be done so that we can all work and perform better, GEF, Green New Deal Series volume 8 : [http://gef.eu/uploads/media/Work\\_more\\_work\\_less.pdf](http://gef.eu/uploads/media/Work_more_work_less.pdf)

transformation verte et sociale de notre économie réelle. Évidemment cette transformation nécessitera des programmes d'éducation et de formation importants pour assurer l'adaptation des compétences.

### *Réduire la taille globale de notre production et de notre consommation.*

Augmenter l'efficacité énergétique et des ressources est important, mais étant donné l'existence de limites absolues à la disponibilité de l'énergie, des ressources et à la biocapacité de la terre, ainsi que du phénomène de l'effet rebond, nous devons réduire la taille de notre économie (downscaling). Par exemple, plutôt que de promouvoir des voitures électriques, nous devons adopter une vision de la mobilité qui soit de réduire en termes absolus et sur tous les plans ses impacts sur l'environnement. Il est également nécessaire d'arrêter la course à la surconsommation, ce qui implique notamment de se battre contre les inégalités qui stimulent l'esprit de compétition et l'envie entre tous.<sup>20</sup>

### *Expérimenter les alternatives locales.*

Elles construisent des systèmes résilients hors du marché et de la logique de la croissance. De nombreux exemples foisonnent partout et doivent être approfondis et articulés entre eux: des banques coopératives aux villes en transition, en passant par la production collaborative en ligne et les monnaies complémentaires. Ceci est absolument nécessaire afin de démontrer la possibilité concrète d'une transition pacifique basée sur des principes opposés à ceux qui sont derrière la croissance: coopération, collaboration et égalité plutôt que compétition, individualisme et méritocratie.

.....  
<sup>20</sup> Pour un approfondissement de cet argument et plus largement une excellente démonstration que l'égalité est une condition sine qua non du bien-être et de la performance générale de nos sociétés, voir Wilkinson R. and Pickett K. (2010) *The Spirit Level. Why equality is better for everyone*, London, Penguin Books.

Évidemment, créer « quelque chose d'autre » n'est pas simple et ces cinq axes peuvent apparaître comme une liste au Père Noël, qui se heurte dans la réalité à de nombreux obstacles et défis. Tout d'abord, le pouvoir et la résistance du secteur financier, mais aussi de certaines industries et syndicats, qui ont tendance à être réticents au changement, ont une énorme influence sur les priorités politiques et de recherche, ainsi que sur les orientations d'investissement. Ensuite, le manque de solidarité européenne et d'une vision fédérale est un réel frein aux réformes fiscales vitales nécessaires à ce niveau. Enfin, la rhétorique de la croissance a conquis les imaginaires de manière très puissante et dans toutes les sphères de la société, rendant criante la nécessité d'un grand combat également sur le terrain du discours.

Mais le défi le plus grand est probablement le suivant. Même ceux qui sont convaincus que la croissance ne fonctionne plus et n'est plus possible, n'ont pas de recette magique pour la remplacer. Nous ne sommes pas trop sûrs, par exemple, de la façon dont la macroéconomie de ce système fonctionnerait, comment exactement on financerait la Sécurité sociale, quel rôle aurait le travail dans ce nouveau modèle, etc. Il est donc urgent d'étendre et d'approfondir sérieusement la recherche théorique sur ces questions, tout en les alimentant des expérimentations pratiques d'alternatives à toutes les échelles, qui doivent être généralisées pour agir comme catalyseurs du changement. Si le défi est immense, il n'est pas inutile de garder à l'esprit que les stratégies de croissance elles-mêmes ont été inventées en cours de route, testées grandeur nature et pas dans des laboratoires. Nous n'avons pas besoin de solutions clé sur porte pour commencer à construire la maison et pour convaincre que le changement est nécessaire. Les germes des alternatives sont en train de pousser partout, alors nous ferions mieux de les développer et les fédérer à grande échelle avant qu'il ne soit trop tard.